UNHCR MALI

OPERATIONAL UPDATE

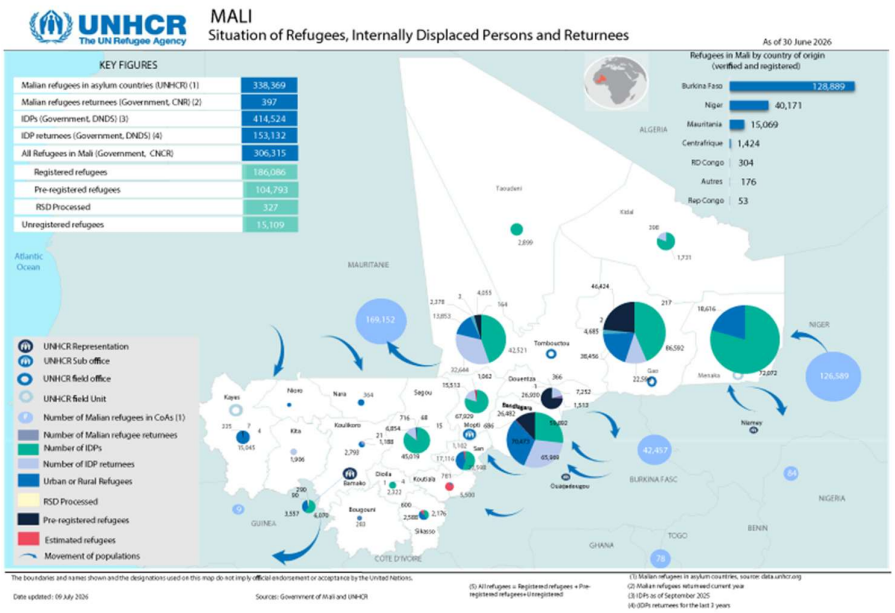
Deuxième trimestre 2026 | Avril-Mai-Juin

Des jeunes réfugiés étudient au sein du centre e-learning de Bamako

STATISTIQUES / MAP au 30 JUIN 2026

338,369	Réfugiés maliens dans les pays d'asile (UNHCR)
397	Réfugiés maliens de retour (Gouvernement, DNDS)
414,524	PDIs (Gouvernment, DNDS
153,132	PDIs returnées (Gouvernment, CNCR)
306,315	Refugiés au Mali (Gouvernement, CNCR)
15,109	Réfugiés non enrégistrés

Chiffres clés sur les déplacements de populations



Principales réalisations

	4 950 Réfugiés enregistrés biométriquement par la Commission nationale pour les réfugiés (CNCR) et le HCR.		**532** Élèves ont bénéficié de l'appui financier pour couvrir leurs frais scolaires		**2 363** Personnes ont bénéficié de séances de sensibilisation sur les VBG dans plusieurs localités.
	17 806 Cartes d'identité de réfugiés distribuées, renforçant ainsi l'accès aux droits, aux services de base et à la liberté de circulation des réfugiés	NFI	**3 906** personnes, réfugiés et personnes déplacées internes, ont bénéficié d'articles ménagers essentiels.		**4 014** Individus sensibilisés aux conséquences de la migration irrégulière et aux procédures de demande d'asile au Mali.

Bassin de retenue d'eau réalisé pour soutenir la production maraichère à Koro Photo : HCR Mali

Contexte opérationnel

Au cours du deuxième trimestre 2026, le contexte opérationnel au Mali est resté caractérisé par des besoins humanitaires importants, liés notamment aux mouvements de populations et à la pression sur les services de base dans les zones d'accueil. Dans la zone de Koro, un afflux de réfugiés observé entre fin mai et mi-juin a également contribué à renforcer les besoins d'assistance et de protection. Dans ce cadre, le HCR et ses partenaires ont poursuivi une réponse multisectorielle en faveur des réfugiés, demandeurs d'asile, personnes déplacées internes, retournés et communautés hôtes. Les interventions ont principalement porté sur le renforcement de la protection, l'enregistrement et la documentation, l'éducation, la santé, les moyens d'existence et les solutions durables. La poursuite des opérations d'enregistrement biométrique et la distribution de milliers de cartes d'identité de réfugiés ont contribué à améliorer l'accès aux droits et aux services essentiels. Les besoins de protection des enfants et des femmes sont demeurés importants. Des activités récréatives et psychosociales ont permis à plus d'un millier d'enfants affectés par les déplacements de bénéficier d'espaces sûrs, tandis que les actions de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre ont été renforcées à travers la prise en charge des survivant(e)s et des activités de sensibilisation communautaire.

Enregistrement et documentation

Entre avril et juin, 4 950 personnes, dont 2 796 femmes et 2 154 hommes, ont été enregistrées et enrôlées biométriquement dans différentes zones d'accueil du pays. Ces opérations ont contribué à renforcer la protection individuelle des personnes concernées et à faciliter leur accès aux services essentiels ainsi qu'à l'assistance. Au cours de la même période, 17 806 cartes d'identité de réfugiés ont été distribuées, améliorant l'accès aux droits, aux services de base et à la liberté de circulation. Par ailleurs, 13 nouveaux demandeurs d'asile ont été enregistrés et interviewés, tandis que 19 réfugiés, 10 demandeurs d'asile et 2 rapatriés ont bénéficié d'orientations et de conseils individualisés.

Protection et personnes à besoins spécifiques

Plus de 200 personnes à besoins spécifiques ont été identifiées afin de bénéficier d'un accompagnement adapté et de services de protection ciblés. Parmi elles, 15 cas particulièrement vulnérables ont reçu une assistance directe. Par ailleurs, l'identification de 90 femmes enceintes vulnérables dans les régions de Mopti, San, Douentza et Koro permettra de mieux orienter les interventions de protection et d'assistance en fonction de leurs besoins spécifiques.

Protection légale

L'appui aux mécanismes nationaux d'asile s'est poursuivi, notamment à travers l'enregistrement de nouveaux demandeurs d'asile et la délivrance de documents temporaires leur permettant de circuler légalement sur le territoire malien. Une assistance juridique individualisée a également été fournie à un réfugié dans le cadre d'un différend professionnel. Par ailleurs, une session de renforcement des capacités a été organisée au profit d'une cinquantaine de responsables de la Direction nationale du développement social, portant sur les mécanismes de prévention et de réponse aux violations des droits humains.

Éducation

Le soutien à l'éducation des réfugiés s'est poursuivi à travers des transferts monétaires visant à faciliter l'accès et le maintien des enfants et jeunes réfugiés dans le système scolaire. Durant la période, 532 élèves ont bénéficié de l'appui financier pour couvrir leurs frais scolaires. En outre, 82 étudiants réfugiés ont été soutenus grâce à une assistance en espèces pour le paiement des frais des études universitaires. Par ailleurs, l'inauguration du premier E-Learning Center au Lycée sportif de Kabala, à Bamako, constitue une avancée importante pour l'inclusion numérique et l'élargissement des opportunités d'apprentissage au bénéfice des jeunes réfugiés et des communautés hôtes.

Mouvements mixtes

Au cours du 2ème trimestre 2026, un total de 4 014 personnes en situation de mouvement mixte, dont des hommes, des femmes, des garçons et des filles, ont été profilées dans plusieurs régions du centre et du nord du pays. Ce travail de profilage a permis d'améliorer la compréhension des dynamiques migratoires dans ces zones fortement affectées par les déplacements.

La majorité des personnes profilées ont été sensibilisées à plusieurs thématiques essentielles, notamment le processus de détermination du statut de réfugié, l'importance de la documentation civile, le mandat du HCR, ainsi que les risques et conséquences des violences basées sur le genre.
Au sein des flux mixtes, 28 réfugiés ont été identifiés et enregistrés. Par ailleurs, 223 personnes, maliennes et non maliennes, expulsées de Mauritanie et d'Algérie ont été recensées, tandis que 41 personnes, maliennes et non maliennes, refoulées depuis ces mêmes pays ont également été enregistrées. En outre, 1 588 personnes à risque d'apatridie ont été identifiées. Ces résultats mettent en évidence l'importance des besoins de protection et d'assistance parmi les populations en mobilité observées aux frontières durant la période considérée.

Protection de l'enfance

La protection de l'enfance est demeurée au cœur de la réponse, avec un accent particulier sur la documentation civile, le bien-être psychosocial et le référencement des enfants exposés à des risques de protection. Au total, 169 actes de naissance ont été établis pour des enfants à risque d'apatridie, contribuant ainsi à renforcer leur protection juridique. Par ailleurs, plus de 1 050 enfants ont participé à des activités récréatives et psychosociales dans plusieurs régions du pays, favorisant leur bien-être et leur résilience. En complément, 980 enfants ont été sensibilisés aux risques de protection, tandis que 5 enfants victimes de violences graves ont été identifiés et référés vers des services spécialisés pour une prise en charge adaptée.

Violences basées sur le genre (VBG)

Les activités de prévention, de réponse et d'atténuation des risques liés aux violences basées sur le genre se sont poursuivies dans l'ensemble des zones d'intervention, avec une attention particulière portée à l'identification, à la prise en charge et au référencement des survivant(e)s.
Durant la période, 34 cas de violences basées sur le genre ont bénéficié d'une assistance multisectorielle adaptée. Au total, 494 personnes ont reçu un soutien psychosocial individuel ou collectif. En complément, 54 séances communautaires dans différentes localités ont permis de sensibiliser 2 363 personnes aux risques de VBG, aux mesures de prévention ainsi qu'aux mécanismes de référencement disponibles.

Santé

Dans le domaine de la santé, l'appui aux personnes les plus vulnérables s'est poursuivi afin d'améliorer leur accès aux soins de santé.
Durant la période, 73 personnes ont bénéficié d'une prise en charge médicale spécifique, tandis que 221 femmes et enfants ont été référés pour le traitement du paludisme. Dans une perspective de renforcement durable de l'accès aux soins, 145 ménages représentant 403 individus ont été identifiés en vue de leur adhésion à une mutuelle de santé, afin de leur permettre d'accéder plus régulièrement et à moindre coût aux services de santé, tout en favorisant leur intégration dans le système national de santé.

Moyens de subsistance

Le renforcement des moyens de subsistance des réfugiés et des communautés hôtes s'est poursuivi à travers plusieurs initiatives agricoles dans le cercle de Koro. Durant la période, 10 motoculteurs ont été remis à 4 coopératives agricoles mixtes ainsi qu'à une association de réfugiés de Kénéwé, tandis que 20 personnes ont été formées à leur utilisation et à leur maintenance. Par ailleurs, 50 producteurs agricoles ont reçu des semences et bénéficié de l'aménagement de 630 planches maraîchères. En complément, la campagne agricole a été lancée sur 35 hectares au profit de 4 coopératives mixtes, et le processus d'identification de 80 réfugiés destinés à participer à un futur pôle économique communautaire de neuf hectares a été initié.

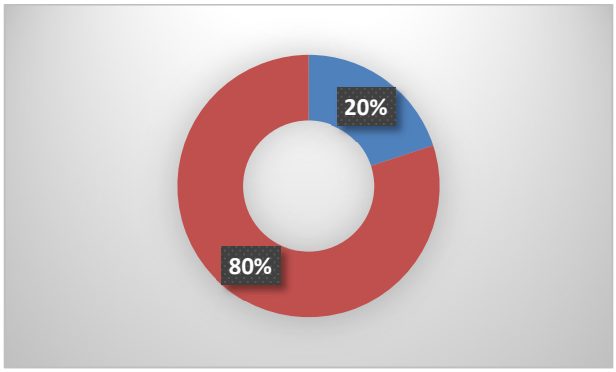
Abris et articles non alimentaires (NFI)

Au cours de la période, les interventions en abris ont permis d'apporter une assistance à 767 réfugiés à travers un appui en abris d'urgence sous forme de transferts monétaires, tandis que 3 906 personnes, réfugiés et personnes déplacées internes, ont bénéficié d'articles ménagers essentiels. Mises en œuvre dans les communes de Koro, Tombouctou et Mopti, ces activités ont contribué à améliorer les conditions de logement et de protection des ménages vulnérables, avec une attention particulière portée aux enfants, aux femmes et aux personnes âgées, dans une approche inclusive et adaptée aux besoins des populations affectées.

Solutions durables

Dans le cadre de la recherche de solutions durables pour les populations déplacées de force, le rapatriement volontaire de 9 réfugiés vers leur pays d'origine, la République centrafricaine, a été organisé dans des conditions de sécurité et de dignité, conformément aux principes internationaux de protection. Par ailleurs, la 14e session de la Commission tripartite Mali–Burkina Faso–HCR s'est tenue à Bamako le 14 avril, contribuant au renforcement du dialogue et de la coopération entre les parties prenantes. La coordination transfrontalière a également été consolidée à travers des réunions bilatérales régulières avec le HCR Burkina Faso.

Niveau de Financement : 20% au 30 juin 2026, sur les 90,4 million requis par le HCR Mali en 2026



Le HCR exprime sa profonde gratitude à ses donateurs pour leurs généreuses contributions, notamment les financements affectés et flexibles, qui ont permis de soutenir les opérations au Mali au cours du deuxième trimestre 2026.

UNHCR
L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

MERCI AUX GÉNÉREUX DONATEURS

Allemagne | Espagne | Italie | Japon | UE Echo | CERF | ECW | Mastercard Foundation | UNAIDS

german humanitarian assistance
Cooperación Española
AGENZIA ITALIANA PER LA COOPERAZIONE ALLO SVILUPPO
de la part du Peuple japonais
European Union Civil Protection and Humanitarian Aid
United Nations CERF
EDUCATION CANNOT WAIT
mastercard foundation
UNAIDS

Le HCR remercie les donateurs de fonds flexibles

Belgium | Denmark | España con ACNUR | Germany | Ireland | Japan for UNHCR | Netherlands (Kingdom of the) | Norway | Sweden | Switzerland | United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland | Private donors in Italy| Private donors in the Republic of Korea.

Mahamadou Diallo, Assistant External Relations Officer, diallmah@unhcr.org, Tél : +223 79 34 00 41
Cheick Amadou Diouara, Associate Communication Officer, diouara@unhcr.org, Tel: +223 76 90 90 00
Links : **X (Twitter)**, **Facebook**, **Operational Data Portal**